

Procès des Bushmen du Kalahari concernant l'accès à l'eau

Résumé des faits

Le puits de Mothomelo était depuis plusieurs années l'unique source d'eau dont dépendaient les communautés bushmen de la Réserve du Kalahari central (CKGR). Lorsque le gouvernement botswanais a expulsé les Bushmen de la Réserve en 2002, il a également démantelé la pompe et scellé le puits au cas où les Bushmen tenteraient de revenir. En dépit du verdict de la Haute Cour de 2006 qui confirmait le droit constitutionnel des Bushmen de retourner dans la réserve, le gouvernement refuse de leur permettre de réinstaller le puits - même à leurs propres frais. Les Bushmen demandent maintenant à la Cour d'inverser cette décision.

Le gouvernement admet avoir fermé le puits parce qu'il ne veut pas que les Bushmen vivent dans la Réserve. Il prétend que leur présence 'menace la faune sauvage'. Si les Bushmen qui ont décidé de rentrer chez eux à la suite du procès souffrent cruellement du manque d'eau, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes - car 'ils ont choisi de vivre dans un lieu où il n'y a pas d'eau'.

Les Bushmen affirment que cela n'a pas de sens : il y a de grandes quantités d'eau à Mothomelo – ils ont juste besoin du puits pour y accéder. Ils signalent qu'ils essaient tant bien que mal de faire valoir leurs droits légitimes et que le gouvernement semble déterminé non seulement à bafouer le verdict de la Cour, mais également à nier leur droit fondamental à l'eau. Ils estiment que sans le puits, la vie des jeunes, des plus âgés et des infirmes est particulièrement en danger.

Le département d'Etat nord-américain est l'un des nombreux observateurs internationaux à avoir critiqué l'attitude du gouvernement. Il en est de même pour le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur les peuples indigènes qui a récemment rapporté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU que le déni de services basiques aux communautés bushmen dans la réserve 'ne semble pas être conforme à l'esprit et à la logique de la décision [de la Haute Cour en 2006] ni aux normes internationales des droits de l'homme... Les peuples indigènes qui sont restés dans la réserve ou qui y sont retournés sont confrontés à des conditions de vie déplorables et dangereuses en raison de leur manque d'accès à l'eau, une situation à laquelle il serait facile de remédier en réinstallant les puits dans la réserve. Le gouvernement devrait, de manière urgente et prioritaire, réouvrir les puits ou bien garantir l'accès à l'eau aux habitants de la réserve'.

Nous devrions savoir dans les prochaines semaines si la Haute cour du Botswana partage ce point de vue et si elle est prête une fois de plus à venir en aide aux communautés les plus vulnérables du pays dans leur lutte contre un gouvernement manifestement intransigent.